

Questionnaire ASAF

Q1 : Quelle réflexion avez-vous développée sur la responsabilité de chef des Armées ?

La Constitution fait du Président de la République le chef des armées, garant de l'intégrité du territoire et de l'indépendance de la Nation. Ce n'est pas un titre abstrait, mais une fonction opérationnelle extrêmement lourde et grave car le dispositif de commandement opérationnel fait remonter toutes les décisions d'engagement des forces au Chef de l'Etat. Notre pays ne peut donc se permettre de confier cette responsabilité à un Président de la République immature, inexpérimenté, ou enfermé dans des schémas idéologiques irréalistes.

Car la Défense n'est pas un domaine de l'action publique parmi d'autres, mais la condition de la pérennité de la nation et de la crédibilité de sa diplomatie.

Q2 : Le général de Gaulle a écrit que «*La Défense est le premier devoir de l'Etat* ». Partagez-vous cette priorité et, plus généralement, comment celle-ci -elle dans votre politique globale ?

En ces temps lourds de menaces, la parole du général de Gaulle a pour nous un écho particulier.

Le monde de 2017 est beaucoup plus dangereux et beaucoup plus complexe encore qu'il ne l'était en 2012 lorsque je suis devenu Premier ministre. Il nous impose un réarmement physique, logistique et idéologique pour nous préparer aux risques qui nous entourent. Il nous impose aussi d'avoir à la tête de l'Etat un homme d'expérience et de confiance, qui connaît la complexité des relations diplomatiques et qui fixe un cap clair dont on ne dévie pas, pour servir l'intérêt de la France.

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous permettre d'appliquer aux relations avec les autres puissances le « marketing du vide ». J'ai été Premier ministre d'une France qui parlait d'égal à égal avec les Etats-Unis et la Russie. D'une France qui a porté l'Union européenne et qui a été aux avants postes de la lutte contre le terrorisme. Je suis conscient des défis qui nous attendent. Mon projet pour la défense répond au besoin de protection des Français et des Européens.

Je veux que la France soit la première puissance européenne, qu'elle pèse dans ce nouvel équilibre. Je porte trois ambitions : une ambition stratégique, pour redessiner nos alliances et porter un projet offensif, une ambition financière, pour être à la hauteur des défis que nous devons affronter, une ambition humaine, car la défense est au cœur de notre société et nous devons lui apporter la place qu'elle mérite en France

Q3 : La part du PIB consacrée à la Défense est aujourd'hui de 1,5% (hors pensions) Quelle part du PIB (hors pensions) envisagez-vous de lui consacrer et à quelle échéance?

Je m'engage pour ma part à ce que l'augmentation des moyens se traduise dès l'année 2018 dans le budget de la défense. Nous devons en effet sans délai renforcer les capacités opérationnelles de nos armées.

Je veux que nous adoptions avant le printemps 2018, sur la base d'une directive présidentielle de défense, une nouvelle loi de programmation militaire pour les années 2018-2023.

Cette loi de programmation devra déterminer une trajectoire robuste et réaliste pour toute la durée du quinquennat. Elle sera calée sur une augmentation régulière et progressive des budgets de défense.

Je m'engage à ce que cette trajectoire financière nous permette d'atteindre l'objectif de 2 % du PIB lors de la dernière année d'exécution de cette LPM, c'est-à-dire en 2023.

Parce que je sais les efforts que fournissent les militaires, parce que je prends la mesure de la menace, je m'engage à proposer cet effort financier au pays, pour reconstruire durablement notre outil de défense.

Q4 : Quelle est votre position sur la dissuasion nucléaire, en particulier sur la nécessité de moderniser ses deux composantes dans la décennie à venir ?

La constitution d'une force de dissuasion nucléaire indépendante par le général de Gaulle a permis de restaurer la souveraineté de la France.

Qui oserait l'abandonner aujourd'hui au moment où le chantage nucléaire réapparaît, de la Russie à la Corée du nord ?

Est-il encore temps de jouer les naïfs quand M Trump nous dit qu'il va consacrer 4 % du PIB américain à sa Défense, et élever son budget à plus de 600 milliards de dollars ?

Je veux que la France pèse dans le nouvel équilibre mondial.

Pour enrayer le déclassement stratégique, il faut agir vite.

La remise à niveau que je propose permettra de réaliser nos priorités stratégiques, notamment la modernisation de notre force de dissuasion nucléaire et l'engagement des études en vue de la construction d'un nouveau porte-avions.

Q5 : La France, membre fondateur de l'OTAN, a réintégré son commandement militaire en 2009. Face à un éventuel désengagement américain, pensez-vous que la France y aurait encore un rôle à jouer ? Comment peut-elle contribuer à bâtir une défense européenne ?

La fragilisation de l'Alliance Atlantique par les discours et les signaux contradictoires du président Trump nous obligent à repenser nos alliances et à réinvestir la question de la défense européenne trop longtemps délaissée.

Dans ce nouvel équilibre, la France aura plus encore qu'aujourd'hui un rôle spécifique, en tant que seul pays de l'Union Européenne à disposer d'une force nucléaire et d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Pendant des décennies, nous avons vécu dans des illusions : celle de la paix perpétuelle ; celle de l'irréversibilité de l'Union européenne ; celle de l'engagement inconditionnel des

Etats-Unis pour la sécurité européenne. Ce temps est révolu. La situation en Ukraine, comme naguère dans l'Ex-Yougoslavie, nous a hélas confirmé que la guerre pouvait être de retour sur notre continent même.

Face aux crises qui se jouent à leurs portes, au Sud, à l'Est, les pays européens ne peuvent plus rester spectateurs.

Il est temps que notre continent se dote de la force militaire et des capacités stratégiques qui lui font défaut depuis les origines.

C'est pourquoi je propose d'agir rapidement en faveur de la construction d'une alliance européenne de défense. La France et l'Allemagne devront en être les moteurs.

Il ne s'agit pas d'agir contre l'OTAN, car nous avons besoin de préserver les liens transatlantiques. Il s'agit de bâtir une défense européenne autonome.

Par des moyens accrus, où tous - et pas seulement la France - devront prendre leur part.

Par des choix communs pour notre industrie de défense, qui ne sera solide que si tous jouent le jeu de la solidarité européenne, en matière de développement des programmes militaires mais aussi d'achats d'équipement. Nous en sommes très loin. Il est incompréhensible que certains pays acquièrent des matériels américains, alors même que des équipements similaires produits sur le continent européen sont disponibles.

Et enfin par une analyse commune des vrais risques qui nous menacent. Actuellement, les perceptions restent trop éloignées entre les Etats membres. De ce point de vue, notre relation avec la Russie est une question décisive. Aujourd'hui, c'est à nouveau la « guerre froide », alors même que notre priorité est de battre le totalitarisme islamique. Nous devons avoir avec Moscou un dialogue de haut niveau et franc sur nos perceptions en matière de sécurité.

Notre nouvelle stratégie doit d'abord passer par une coopération plus étroite avec l'Allemagne, alors que la chancelière Angela Merkel a annoncé une hausse de l'effort de défense allemand. Nous devons aussi aller vers une mutualisation du financement des opérations extérieures qui répondent à nos besoins de sécurité communs.

Au-delà du Brexit, je maintiendrai une relation bilatérale forte avec le Royaume-Uni, démocratie qui partage nos valeurs fondamentales et est donc un allié et un partenaire naturel, en particulier en matière de défense et de politique étrangère.

Nous ne construirons pas l'Europe de la défense en quelques mois, mais tout doit être fait pour que la solidarité européenne soit au service du renforcement de nos capacités et de la protection de tous les Européens.

Je plaide pour une « Europe européenne » au sens où l'entendait le Général de Gaulle : « Une Europe qui existe par elle-même et pour elle-même » et qui « au milieu du monde, ait sa propre politique. »

Je plaide pour une Europe recentrée sur ses missions essentielles.

Désormais, la France est le seul pays européen à disposer de l'autonomie de décision, des capacités et des compétences pour construire un système de défense face aux risques actuels.

C'est une opportunité de prendre le leadership et de refonder l'Europe autour de sa sécurité !

Q6 : Il est parfois reproché aux gouvernements d'engager notre armée sans avoir un objectif politique claire s'appuyant sur une stratégie globale et de long terme. Quelle serait votre politique dans ce domaine au Moyen- Orient mais surtout en Afrique , champ d'influence premier et historique de la France ?

Nous ne pouvons pas être sur tous les fronts. Nos priorités sont commandées par l'histoire, celle de lutter aujourd'hui sans relâche contre le terrorisme islamique, et par la géographie, qui nous impose notamment d'assumer nos responsabilités en Afrique.

Je souhaite redéfinir nos priorités géographiques et stratégiques.

Nous devons disposer des moyens de faire face à de nouvelles crises. Nous devons redéfinir notre stratégie globale de sécurité et de défense en prenant pour critères exclusifs l'augmentation de notre niveau de sécurité et la défense rigoureuse de nos intérêts.

Etre unis pour notre sécurité, cela signifie signer un vrai partenariat avec nos voisins européens pour le maintien de la sécurité dans la Méditerranée occidentale et le Sahel.

La France finance seule plusieurs opérations extérieures que l'Union Européenne devrait pouvoir prendre en charge.

Au Mali ou en Centrafrique, nous n'avons reçu qu'un maigre soutien de nos partenaires européens. Cela ne peut pas continuer.

Contenir le risque migratoire qui s'annonce au Sud de l'Europe est un enjeu collectif. En trente ans, la population de l'Afrique va plus que doubler. Angela Merkel en a fait une priorité de sa présidence du G20. Il faut que cela aboutisse.

Q7 : Il existe aux Etats-Unis une garde nationale qui est une véritable armée dont le budget est ent créée en France armées et des forces de sécurité. Prévoyez-vous son extension ou le maintien du *statu quo* actuel ?

Le besoin de disposer d'une gamme très étendue de moyens pour faire face à la menace justifie que l'armée reste un pilier de notre protection en France.

Mais les conditions d'emploi des armées sur le territoire national doivent être clarifiées, afin de garantir que ces missions correspondent bien à la spécificité des concours qu'elles sont en mesure d'apporter aux autres composantes de la sécurité intérieure - comme c'est déjà le cas pour l'armée de l'air et la marine nationale.

Il conviendra donc de mettre au point, face à la menace terroriste, un concept d'emploi des militaires sur le territoire national qui soit beaucoup plus rigoureux que celui qui a cours aujourd'hui, en fonction de nos objectifs.

L'opération Sentinelle sera donc redimensionnée, en retirant aux militaires les missions de garde statique et en les concentrant sur des missions d'interventions ponctuelles.

Je souhaite opérer dans ce cadre une clarification des rôles respectifs de l'armée, de la gendarmerie et de la police en améliorant leur coordination opérationnelle sur le territoire. Cela suppose notamment des entraînements conjoints et une plus grande unité du commandement opérationnel.

A leurs côtés, des milliers de réservistes portent la flamme de l'engagement patriotique. Ils forment un trait d'union indispensable entre la Nation et ceux qui la défendent. Ces réserves opérationnelles fourmillent de concitoyens volontaires et généreux.

Elles sont le complément nécessaire d'une armée professionnalisée : il faut les mobiliser davantage afin d'assurer durablement un maillage sécuritaire relativement fin du territoire national. Il convient donc de faire croître significativement la réserve opérationnelle

Q8 : La conscription a été suspendue en 1997 par le président Chirac. Etes-vous favorable au nationale pour renforcer le lien Armée-Nation ? Souhaitez- court obligatoire ou de volontaires ? Si oui, quelle en serait la finalité ?

Ce n'est pas à 18 ans qu'on apprend aux jeunes les fondamentaux de la vie en société et le respect des règles de la République. Ce travail doit être fait dès l'école primaire. Notre armée n'a ni le temps, ni les moyens d'encadrer des dizaines de milliers de jeunes chaque année.

Mes principaux concurrents disent chacun vouloir remettre en place ce service. Le seul coût de fonctionnement d'une telle mesure s'élèverait à plusieurs milliards d'euros par an, absorbant la totalité de l'effort supplémentaire dédié à la Défense. Il faudrait alors sacrifier des priorités opérationnelles !

Pour ma part, je préfère développer les dispositifs qui existent déjà et qui ont fait leurs preuves, comme les Cadets de la Défense, pour sensibiliser les 12-18 ans au lien Armée-Nation, envisager d'élargir le Service militaire volontaire, fort des bons résultats du Service militaire adapté outre-mer. Et enfin, comme je l'ai dit, de permettre à tous les Français qui le souhaitent de s'engager pour la défense à travers la Réserve opérationnelle.